

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

Chartres, le 23 janvier 2015

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
AUTORISANT LA RUPTURE DE TRACABILITE DES DECHETS METALLIQUES
DE L'INSTALLATION DE DEPOLLUTION ET DE DEMONTAGE DE VEHICULES HORS D'USAGE.

SOCIETE ETABLISSEMENTS J. MENUT
ICPE n° 351

COMMUNE DE CHARTRES

Le préfet d'Eure-et-Loir a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction par bordereau du 14 avril 2014, la demande d'exonération de traçabilité des déchets métalliques présentés par la société ETABLISSEMENTS J. MENUT située sur le territoire de la commune de Chartres.

Par courrier du 28 octobre 2013, la société ETABLISSEMENTS J. MENUT a sollicité les droits acquis à l'antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées introduits par le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012.

1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société ETABLISSEMENTS J. MENUT dont le siège social est situé 21 rue Jacques Cœur – 41100 VENDOME exploite des installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage dans son établissement situé 9 rue René Cassin – 28000 CHARTRES.

Elle est autorisée à exploiter ces installations par arrêté préfectoral du 30 novembre 1982, sous la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées, délivré au nom de la société ROCADE OCCASE et par arrêtés complémentaires du 24 juillet 2006 et du 19 décembre 2012.

Un récépissé du 2 octobre 2003 prend acte de la déclaration de changement d'exploitant du 22 septembre 2003 au profit de la société ETABLISSEMENTS J. MENUT.

La société ETABLISSEMENTS J. MENUT reçoit des véhicules hors d'usage remis par des particuliers, professionnels de l'automobile et « centres VHU » en provenance du département d'Eure-et-Loir et des départements limitrophes.

2. OBJET DE LA DEMANDE PRESENTEE PAR LA SOCIETE ETABLISSEMENTS J. MENUT

Suite à la parution de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnées aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement, les installations réalisant une transformation importante des déchets, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité uniquement si l'arrêté préfectoral le prévoit.

Par courrier du 03 avril 2014 complété par courrier du 19 septembre 2014, la société ETABLISSEMENTS J. MENUT a sollicité auprès du préfet une demande d'exonération de traçabilité des déchets métalliques faisant l'objet d'un compactage sur le site.

3. EXAMEN DE LA DEMANDE D'EXONERATION DE TRAÇABILITE

La demande d'exonération des obligations de traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants du site comporte l'ensemble des pièces justificatives nécessaires à savoir :

- Les flux de déchets concernés : déchets métalliques
- Le descriptif des opérations réalisées:
 - o Tri, nettoyage et regroupement de déchets métalliques de nature physico-chimique identique ;
 - o Compactage par grappin.

Du fait de la rupture de traçabilité, l'exploitant devient producteur du déchet et s'engage à réémettre un nouveau bordereau de suivi des déchets et à tenir un registre des déchets entrants et sortants conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres.

L'ensemble des prescriptions est repris à l'article 3 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

4. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'ANTERIORITE

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées introduite par le décret du 26 novembre 2012, la société ETABLISSEMENTS J. MENUT a sollicité le bénéfice du droit acquis à l'antériorité le 28 octobre 2013. Les activités exercées sur le site de la société ETABLISSEMENTS J. MENUT sont classées sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Alinéa	A, E, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2712	1	E	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m ²	Centre VHU 6 000 unités/ an dont au maximum 3 VHU non dépollués présents. Surface dédiée à la dépollution : 200 m ² environ	Surface	> 100 et > 30 000	m ²	2 500	m ²
2713	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Installation de transit, regroupement et tri de métaux et déchets de métaux non dangereux ainsi que les alliages de métaux et déchets d'alliages de métaux non dangereux	Surface	>=1 000	m ²	2 500	m ²
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.	Installation de transit, regroupement ou tri de batteries issues de particuliers et professionnels hors batteries issues de l'activité 2712	Quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation	>= 1	t	20	t
2711	2	DC	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques	Volume susceptible d'être entreposé	>=100	m ³	171	m ³
2714		NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Volume susceptible d'être présent	>= 100	m ³	81,73	m ³

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou DC (soumis au contrôle périodique) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

5. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Compte-tenu des conditions d'exploitation du site, et considérant les conditions d'exonération réunies, l'inspection des installations classées donne un avis favorable à la demande de la société ETABLISSEMENTS J. MENUT.

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté complémentaire doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques auquel il est proposé d'émettre un avis favorable.